

Commission des interventions

Séance du 8 octobre 2025

Décision CDI n° 2025-32

Ecophyto 2030 : Surveillance biologique du territoire : Surveillance des effets non intentionnels (ENI) des produits phytosanitaires 2026

La Commission des interventions de l'Office français de la biodiversité,

- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.131-8 à L.131-16, relatifs à l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment son article L. 131-15 relatif au plan national d'action mentionné à l'article L.253-6 du code rural et de la pêche maritime ;
- ▶ **Vu** le code rural et de la pêche maritime, et notamment son article L.253-6 relatif au plan national d'action Ecophyto ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles R.131-28 à R.131-28-10, relatifs au Conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le code de l'environnement, et notamment son article R.131-30, relatif aux compétences du directeur général de l'Office français de la biodiversité ;
- ▶ **Vu** le décret du 5 juin 2023 nommant Monsieur Olivier THIBAUT en qualité de Directeur général de l'établissement ;
- ▶ **Vu** la délibération n° 2022-27 du conseil d'administration de l'OFB du 30 novembre 2022 portant constitution de la commission spécialisée « Commission des interventions » ;
- ▶ **Vu** le Contrat d'objectifs et de performance 2021-2025 entre l'État et l'Office français de la biodiversité, signé le 18 janvier 2022 ;
- ▶ **Vu** le Programme d'intervention 2023-2025 de l'Office français de la biodiversité approuvé par la délibération n° 2022-25 du conseil d'administration de l'OFB du 30 novembre 2022 et modifié par les délibérations n° 2023-23 du 30 novembre 2023 et n° 2025-04 du 13 mars 2025 du conseil d'administration de l'OFB ;
- ▶ **Vu** le rapport du Directeur général de l'Office ;

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La Commission des interventions approuve la proposition d'aide financière pour la mise en œuvre des actions de surveillance biologique du territoire dans le cadre de la Stratégie Écophyto 2030 - Surveillance des effets non intentionnels (ENI) des produits phytosanitaires pour 2026, dans les conditions précisées dans le rapport présenté par le Directeur général.

ARTICLE 2 :

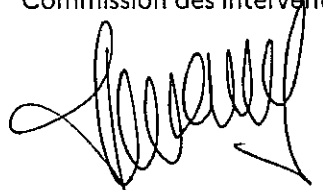
La Commission des interventions fixe le montant plafond de l'aide financière de l'OFB au projet mentionné à l'article 1 à hauteur de **1 036 615,15 € nets de taxe**, selon la répartition prévisionnelle suivante :

Nom du bénéficiaire	Montant de l'aide sollicitée à l'OFB
Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes	99 935,41 €
Chambre régionale d'agriculture Bourgogne-Franche-Comté	90 415,10 €
Chambre d'agriculture de région Bretagne	51 597,65 €
Chambre d'agriculture du Centre-Val-de-Loire	93 209,60 €
Chambre régionale d'agriculture de Corse	18 491,87 €
Chambre régionale d'agriculture Grand-Est	107 484,61 €
Chambre d'agriculture de région Île-de-France	81 517,59 €
Chambre d'agriculture Hauts-de-France	39 636,58 €
Chambre d'agriculture de région Normandie	62 596,10 €
Chambre d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine	156 954,43 €
Chambre régionale d'agriculture Occitanie	118 973,34 €
Chambre d'agriculture de région Pays-de-la-Loire	69 096,87 €
Chambre d'agriculture de région Provence-Alpes-Côte-d'Azur	46 706,00 €
Total	1 036 615,15 €

ARTICLE 3 :

Le directeur général est autorisé à fixer définitivement la répartition entre bénéficiaires du montant total maximum mentionné à l'article 2, à mettre définitivement au point les termes des conventions requises avec la Chambre régionale d'agriculture Auvergne-Rhône-Alpes, la Chambre régionale d'agriculture Bourgogne-Franche-Comté, la Chambre régionale d'agriculture Bretagne, la Chambre régionale d'agriculture Centre-Val-de-Loire, la Chambre régionale d'agriculture Corse, la Chambre régionale d'agriculture Grand Est, la Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France, la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France, la Chambre régionale d'agriculture Normandie, la Chambre régionale d'agriculture Nouvelle-Aquitaine, la Chambre régionale d'agriculture Occitanie, la Chambre régionale d'agriculture Pays-de-la-Loire, la Chambre régionale d'agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur, et à procéder à leur signature.

Le Directeur général délégué aux ressources,
chargé du secrétariat de la
Commission des interventions,



Denis CHARISSOUX

La Présidente
de la Commission des interventions,

**SANDRINE
ROCARD**

Signature numérique de
SANDRINE ROCARD
Date : 2025.10.08 19:44:37
+02'00'

Sandrine ROCARD